

De l'esprit de la Résistance jusqu'à l'idée de l'Europe

Projets européens et américains pour l'Europe
de l'après-guerre (1940-1950)

Veronika Heyde

De l'esprit de la Résistance jusqu'à l'idée de l'Europe

Projets européens et américains pour l'Europe
de l'après-guerre (1940-1950)

Veronika Heyde

Introduction

De tous les mensonges de Hitler, le plus insolent est le mensonge européen. [...] Sachez, auditeurs européens, que le monde entier qui croit encore à la liberté et à la dignité humaine, souffre avec vous et ne tolérera pas ce terrifiant nouvel ordre européen, ni ne permettra qu'il continue. [...] La véritable Europe sera créée par vous-mêmes, avec l'aide de puissances libres. Ce sera une fédération d'États libres, avec des droits égaux, capables de faire fleurir leur indépendance spirituelle et leur culture traditionnelle, soumis en même temps à la commune loi de la raison et de la moralité : une fédération européenne dans le cadre plus vaste de la coopération économique des nations civilisées.

Thomas Mann, *Deutsche Hörer*, BBC, 29 novembre 1942

Le titre « De l'esprit de la Résistance jusqu'à l'idée d'Europe » se veut porteur d'une notion de continuité entre les projets de la Résistance et le processus de construction européenne qui se développe après la Seconde Guerre mondiale. Pour les contemporains, la chronologie peut effectivement donner raison à l'affirmation d'un lien de cause à effet. Cette continuité historique résiste-t-elle pour autant à l'analyse historique ? Les programmes des mouvements de Résistance traitant de l'avenir de l'Europe ont-ils vraiment influé sur les progrès de l'idée de l'Europe et l'avènement, cinquante ans plus tard, de l'Union européenne ?

L'idée de l'unification européenne en elle-même n'est pas neuve. Depuis plusieurs siècles, elle chemine tout au long de l'histoire du continent, suivant des modalités et des plumes différentes. Mais, pendant les années 1930, elle connaît un regain de popularité qui se heurte bientôt à la nouvelle guerre qui divise l'Europe. Pire, le terme « Europe » est désormais utilisé par la propagande hitlérienne pour un « nouvel ordre européen » et perd ainsi la fascination qu'il exerçait sur le reste du continent. Les mouvements de Résistance ont été créés pour s'opposer à l'ordre imposé par la dictature nazie ; leurs projets pour l'Europe de l'après-guerre s'opposent aux propositions d'Hitler. Penser l'Europe au moment où l'Allemagne envahit le continent n'est pas facile si bien que la plupart des mouvements ne développent des idées précises de politique étrangère qu'à partir de 1942. Au début de la guerre, l'accent est essentiellement mis sur le combat pour la libération de la patrie et du territoire national. La préoccupation européenne ne vient que dans un deuxième temps. Mais elle vient, et les libéraux, les démo-

crates-chrétiens et les socialistes engagés dans la Résistance ne peuvent pas imaginer que l'Europe soit une simple juxtaposition de régimes différents. La lutte contre le nazisme a fondé ou renforcé des valeurs communes, basées sur la démocratie. Que ce soit en Allemagne, en Italie ou en France, certains mouvements de Résistance développent des programmes assez précis pour la reconstruction du continent européen après la guerre. Ils reconnaissent que, pour être stable, l'Europe a besoin de l'Allemagne comme partenaire. Ils sont conscients qu'il ne servirait à rien de commettre les mêmes fautes qu'après la Première Guerre mondiale et de refuser à l'Allemagne un nouveau départ. Il conviendrait plutôt de l'intégrer au sein d'une nouvelle Europe.

La littérature historique sur les différents mouvements de Résistance est assez abondante, celle sur les projets pour l'Europe de ces mouvements un peu moins. En premier lieu, on trouve des études analysant les mouvements de Résistance et leurs projets politiques d'un point de vue national. Le premier à avoir entrepris une étude internationale et à avoir rassemblé une très grande partie des programmes pour l'Europe de l'après-guerre est Walter Lipgens (*Europa-Föderationspläne der Widerstandsbewegungen, 1940-1945. Eine Dokumentation*, München, Oldenbourg, 1968). Quelques années plus tard, Ger van Roon a entrepris une étude internationale de la Résistance européenne (Ger van Roon, *Europäischer Widerstand im Vergleich*, Berlin, Siedler, 1985). Les actes du colloque de Bruxelles du 12-14 mai 1993 *Plans des temps de guerre pour l'après-guerre. 1940-1947*, qui ont été publiés sous la direction de Michel Dumoulin à Bruxelles en 1995, rassemblent plusieurs études sur les programmes de la « Résistance européenne » pour l'Europe et constituent également une source importante. Les historiens ne sont pas tous d'accord sur l'intensité et sur l'importance du débat européen au sein des mouvements de Résistance. Toutefois, on ne peut pas nier que les études sur les mouvements qui abordent la question aboutissent tous plus ou moins à la même conclusion : les pays européens doivent s'unir et coopérer avec une Allemagne libérée du nazisme pour garantir la stabilité et la paix de leur continent.

Après avoir développé séparément leurs idées et leurs programmes pour la reconstruction du continent, plusieurs représentants des mouvements de Résistance se retrouvent en Suisse, en pleine guerre, et découvrent que leurs projets se ressemblent. Sur l'initiative des fédéralistes italiens Altiero Spinelli et Ernesto Rossi, des réunions entre Résistants européens sont organisées à Genève et aboutissent à la rédaction du « manifeste de la Résistance européenne » en 1944. Les problématiques abordées lors des rencontres évoquent déjà les questions que les « pères de l'Europe » se sont posées lors du véritable processus d'intégration européenne, comme par exemple sur la meilleure manière d'intégrer

l'Allemagne, sur les frontières extérieures de l'Union ou sur le rôle des puissances mondiales. La littérature sur les rencontres des Résistants européens en Suisse n'étant pas très abondante, les papiers d'Ernesto Rossi et d'Altiero Spinelli, conservés aux Archives historiques des Communautés Européennes à Florence, constituent la source la plus importante pour examiner les discussions de l'époque concernant l'avenir de l'Europe. En même temps que ces rencontres suisses, les Résistants européens entrent également en contact avec le représentant du service secret américain (OSS) à Berne, Allen Dulles. Ils lui expliquent leur concept d'unification européenne après-guerre et espèrent obtenir ainsi une aide américaine pour sa réalisation.

Mais Allen Dulles ne s'intéresse pas aux propositions des Résistants de Genève et se limite à soigner ses contacts avec des mouvements dont les objectifs sont moins théoriques et plus pratiques. Il suit la méthode du Gouvernement américain qui consiste à gagner la guerre et à infliger l'*unconditional surrender* au peuple allemand. Vers la fin de la guerre, Dulles commence cependant à douter de l'utilité de cette politique mais il ne réussit pas à convaincre le département d'État qu'il conviendrait de poursuivre une autre stratégie.

L'administration américaine est-elle pour autant au courant des différents projets pour l'Europe de la Résistance européenne ? Jusqu'à quel point a-t-elle favorisé une unification du « vieux continent » ? L'étude des archives américaines à Washington, à Princeton et dans les Presidential Libraries de F.D. Roosevelt et de H.S. Truman montre que, dès septembre 1939 et en étroite collaboration avec le Council on Foreign Relations, les Américains créent des comités spéciaux pour examiner la question de la réorganisation de l'Europe en général et de son unification en particulier. Entre 1940 et 1944, le département d'État examine ainsi différentes solutions pour garantir la stabilité en Europe après la guerre et analyse la possibilité d'une unification de l'Europe dans son ensemble. Un certain nombre d'études historiques a déjà été consacré aux idées qu'avaient les Américains au sujet de la réorganisation du monde après la guerre. On peut nommer le recueil de textes *Dokumente zur Deutschlandpolitik*¹, dans lequel un grand nombre de sources concernant les plans américains pour l'après-guerre ont été publiées et commentées. Mais, comme le titre l'indique, ce sont les plans de réorganisation de l'Allemagne qui occupent principalement l'attention. Le premier livre consacré aux études américaines concernant l'Europe est *American Debates on Central European Union*² de Jòsef Laptoz et

¹ Schwarz, H.P./Jacobsen, H.A., *Dokumente zur Deutschlandpolitik*, FaM, Metzner, 1991.

² Laptoz, J./Misztal, M., *American Debates on Central European Union. 1942-1944* : Documents of the American State Department, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2002.

Mariusz Misztal dans lequel les auteurs ont commenté les comptes rendus des discussions au sein du Département d'État sur l'éventualité d'une union européenne centrale ou orientale.

Les discussions américaines concernant une union européenne à l'Ouest n'ont pas encore fait l'objet d'une étude détaillée, probablement en raison de la distance entre les membres des comités et les hommes d'État ainsi que de la faiblesse du département d'État au moment de l'administration Roosevelt. L'étude des protocoles de réunion s'est avérée difficile dans la mesure où les discussions n'étaient pas très organisées et où les membres n'ont pas toujours suivi une ligne très claire. Elle montre néanmoins qu'après avoir analysé les détails techniques et les conséquences pour les États-Unis d'une telle union, les membres des comités n'optent que pour une « organisation informelle » de l'Europe ou encore pour une juxtaposition de plusieurs groupes régionaux qui dépendraient individuellement de l'organisation mondiale. Même si certains fonctionnaires de l'administration américaine, comme William Bullitt ou George Kennan, se prononcent pour la création d'une fédération européenne après la guerre, la majorité des membres du département d'État et de ses conseillers ne sont pas favorables à une telle solution et estiment qu'elle entraverait les intérêts américains.

Les idées des différents mouvements de Résistance pour l'Europe n'ont pas d'impact sur les discussions au sein du département d'État. Même lors de l'analyse des comités des propositions européennes pour une unification du continent, elles ne sont pas prises en compte. Ceci est peut-être dû au fait que les programmes des mouvements de Résistance traitant de la politique étrangère ont été, pour la plupart, formulés plus concrètement à partir de 1942. L'autre explication, plus probable, est que les Américains ont souhaité s'appuyer sur les mouvements de Résistance pour gagner la guerre, mais pas pour reconstruire l'Europe. Les services secrets américains soutiennent des actions de sabotage, mais ils ne s'engagent pas dans la définition de programmes pour la reconstruction de l'Europe après la guerre. Comme nous avons déjà pu l'évoquer, même Allen Dulles, qui sera pourtant un membre très actif de l'American Committee on United Europe à partir de 1949, ne soutient pas tout de suite l'idée d'une unification européenne. Ceci nous amène à dire qu'il semble que les États-Unis aient plutôt soutenu la création d'une Europe unie du fait des circonstances (besoin de garder un marché pour les produits américains et peur de l'expansion de la Russie soviétique) plutôt que par une réelle conviction européenne. Il est intéressant de commencer l'analyse de l'unification européenne depuis 1940 en partant du point de vue américain dans la mesure où la plus grande partie de la littérature historique existante se focalise essentiellement sur les débuts du plan Marshall. En effet, le plus souvent, les études concer-

nant les États-Unis et l'Europe commencent en 1948 avec le véritable début du soutien américain pour l'unification européenne. Les années qui le précèdent sont généralement analysées par rapport au rôle que les États-Unis jouent dans la Deuxième Guerre mondiale, et non par rapport à l'idée qu'ils se font de l'unification du continent européen. L'examen des discussions des comités pour l'étude de l'après-guerre montre que les États-Unis n'ont pas toujours été en faveur de l'unification.

Parallèlement aux études menées au sein du département d'État, des discussions sur le nouvel ordre de l'après-guerre ont lieu à l'intérieur de cercles non gouvernementaux comme le Council on Foreign Relations ou le Federal Council of Churches. C'est notamment dans le cadre de considérations sur la future organisation mondiale que ces institutions s'interrogent sur la composition de groupes régionaux qui formeraient cette union. Tout comme les comités au département d'État, elles cherchent à savoir si l'Europe doit être unifiée dans son ensemble ou être organisée en plusieurs entités régionales. Le Council on Foreign Relations se montre très partagé sur la question, mais il arrive finalement à la même conclusion que le département d'État dont il a peut-être même influencé l'orientation : il vaut mieux éviter que l'Europe ne se transforme en un bloc trop puissant. L'unification n'est donc pas considérée comme la meilleure des solutions et la plupart des membres se prononcent plutôt pour le maintien des souverainetés nationales des États et pour leur intégration dans une organisation mondiale. En revanche, le Federal Council of Churches et son président John Foster Dulles considèrent très tôt que, pour être prospère, l'Europe doit être unie. Dulles ne se limite d'ailleurs pas à préconiser la création d'une fédération européenne dans le cadre du Federal Council of Churches. Il discute également de l'avenir de l'Europe dans des réunions privées et demande l'opinion de son ami Jean Monnet.

Certains exilés européens contribuent également à entretenir la discussion sur l'ordre européen après la guerre. Parmi eux figure notamment Richard Coudenhove-Kalergi. En émigrant aux États-Unis en 1940, il s'est fixé pour objectif de convaincre les Américains de leur responsabilité d'aider l'Europe à s'unir après la guerre. Il développe alors une activité inlassable pour entrer en contact avec les représentants de la politique américaine à la Maison Blanche et au département d'État. Mais, au moment où l'administration Roosevelt entend soigner l'allié soviétique, les fonctionnaires du gouvernement demeurent sourds aux propositions pro-européennes et anti-soviétiques de l'aristocrate autrichien et, dès qu'ils le peuvent, refusent de le recevoir. Coudenhove réussit néanmoins à créer un réseau de fidèles et à organiser le 5^e congrès paneuropéen à New York auquel assistent plusieurs hommes politiques américains ainsi que certains exilés européens. Grâce à sa

force de conviction, il se forge une certaine notoriété aux États-Unis, ce qui jouera en sa faveur lors du revirement de la politique américaine sous la présidence Truman.

Après la mort du président Roosevelt, l'administration américaine est conduite à élaborer une nouvelle stratégie politique en suivant l'évolution de la situation internationale. En premier lieu, elle assume sa nouvelle responsabilité de grande puissance par excellence, s'occupe à nourrir le continent européen et à le sauver de la misère. Très vite, plusieurs fonctionnaires américains critiquent la politique poursuivie à l'égard de l'Allemagne depuis la conférence de Potsdam et préconisent une politique plus indulgente permettant à l'Europe de profiter des ressources allemandes sans ruiner l'Allemagne. En même temps, l'image de la Russie soviétique évolue. Truman ne partage pas la conviction de Roosevelt que les Russes « sont des gens aimables »³ et, au lieu de soigner l'allié russe et de s'adapter à ses intérêts, l'administration américaine refuse de plus en plus souvent de s'aligner sur la politique soviétique. L'idée d'une collaboration plus étroite entre nations européennes connaît alors une nouvelle popularité et, bientôt, le mot « unification européenne » revient à l'ordre du jour. Alors que pendant la guerre, l'anti-communisme de Coudenhove-Kalergi a provoqué des réactions hostiles au sein du département d'État, la situation après la fin de la guerre évolue en sa faveur. La menace de l'expansion russe, le souci de maintenir la stabilité en Europe et de la garder dans la sphère d'influence occidentale poussent finalement le gouvernement à soutenir vigoureusement la solution de l'unification du continent.

Après plus de cinq années de guerre, les peuples de l'Europe aspirent à la paix et à la stabilité. L'unification du continent européen est un rêve, certes, mais les difficultés de la vie quotidienne après la guerre ne laissent pas beaucoup de place à la discussion de théories dont la réalisation semble lointaine. Les nouveaux gouvernements européens s'alignent majoritairement sur la politique des grands Alliés et poursuivent leurs intérêts nationaux si bien que les idées de politique supranationale ne trouvent pas leur place dans les discussions politiques officielles. Les mouvements de Résistance qui ont développé des programmes pour la reconstruction de l'Europe après la guerre se retrouvent dans une sorte de paralysie et constatent amèrement qu'ils n'arrivent pas à faire aboutir leurs idées pour une Europe unie sur le plan gouvernemental. Nombre d'anciens Résistants à conviction européenne prennent leurs distances par rapport à la politique nationale de leur pays et s'engagent au sein de mouvements fédéralistes qui naissent un peu partout en Europe. Une

³ Cité dans Gaddis, J.L., *Strategies of Containment. A critical Appraisal of Postwar American National Security Policy*, New York, Oxford University Press, 1982, p. 9.

idée fédéraliste qui est d'ailleurs souvent basée sur le manifeste qu'Altiero Spinelli et Ernesto Rossi ont rédigé sur l'île de Ventotene et qui a lancé ensuite la création du Movimento Federalista Europeo à Milan en 1943. Les thèses des fédéralistes italiens ont survécu et continuent encore aujourd'hui à être défendues par certains mouvements fédéralistes. Les idées des autres mouvements de Résistance que nous allons évoquer au cours de cette étude n'ont pas toujours eu la même suite et sont, pour la plupart, tombées dans l'oubli. Même si les acquis du processus d'intégration européenne commencent à leur donner raison, elles étaient trop idéalistes et visionnaires pour trouver une application directe dans le champ de ruines du paysage européen d'après-guerre.

Il serait donc probablement exagéré d'affirmer que les idées de la Résistance européenne ont reçu une traduction concrète. Si, pendant la guerre, elles se placent au dessus des différents camps politiques et des nationalités, constituant ainsi une sorte de lien de solidarité, elles ne réussissent pas pour autant à se hisser au pouvoir une fois que les armes se sont tues. Quant aux Américains, ils ne prennent pas au sérieux les projets de la Résistance parce que ces projets ne correspondent pas aux besoins et à la politique du moment.

Enfin, il me reste le devoir agréable de remercier tous ceux qui, à titres divers, ont rendu possible l'aboutissement de ce travail. Ma gratitude va tout d'abord à mon directeur de thèse, Monsieur le Professeur Georges-Henri Soutou, pour son aide, son écoute et l'attention qu'il m'a consacrées pendant toutes ces années de labeur. Ensuite, je remercie de tout cœur pour leurs conseils précieux et les réponses qu'ils ont bien voulu apporter à mes interrogations Messieurs les Professeurs Éric Bussière, Wilfried Loth, Michel Dumoulin, Antonio Varsori, Pierre Gerbet, Gérard Bossuat, Robert Belot et Mesdames les Professeurs Marie-Thérèse Bitsch et Pascaline Winand.

J'adresse également toute ma reconnaissance aux archivistes qui m'ont guidée avec compétence et patience dans mes recherches. Je remercie tout particulièrement Monsieur Jean-Marie Palayret pour son soutien. Les Archives historiques des Communautés européennes à Florence, dont il est le directeur, ont été une source précieuse pour l'aboutissement de ce travail. Je tiens aussi à remercier Monsieur Larry McDonald, Monsieur Taylor et Madame Sally Kuisel, archivistes au National Archives Record Administration (College Park, Maryland) qui m'ont guidée à travers les archives de l'OSS et du département d'État. Ma gratitude va aussi à Monsieur Randy Sowell, archiviste à la Harry S. Truman Presidential Library (Kansas City, Missouri) ainsi qu'au personnel de la Seeley G. Mudd Manuscript Library de l'Université de Princeton (New Jersey), de la Franklin D. Roosevelt Presidential Library (Hyde Park, New York), de la Library of Congress (Washington DC)

ainsi que des Archives nationales et des Archives du Quai d'Orsay à Paris.

Enfin, je n'oublie pas tous ceux qui m'ont fait part de leurs témoignages, suggestions, aide et critiques, je les remercie chaleureusement : Monsieur Frédéric Turpin, Madame Dagmar Assmann, Monsieur Sam Wells, Madame Sherill Wells, Madame Yvonne Lochac, Monsieur l'Ambassadeur Stéphane Hessel, Madame Bondy, Monsieur Jacques Baumel, Monsieur Pierre Bordeaux-Groult et Monsieur Jean-Pierre Gouzy.